



**HAL**  
open science

# Ruines et politique de mémoire : le cas de la Guerre d'Indépendance espagnole

Pierre Géal

► **To cite this version:**

Pierre Géal. Ruines et politique de mémoire : le cas de la Guerre d'Indépendance espagnole. *Tigre*, 2006, 14, pp.93-115. hal-00965713

**HAL Id: hal-00965713**

**<https://hal.science/hal-00965713>**

Submitted on 25 Mar 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Ruines et politiques de mémoire

### Le cas de la Guerre d'Indépendance espagnole

*PIERRE GÉAL*

Université Stendhal-Grenoble 3

Les « politiques de mémoire » ont récemment conquis un statut légitime d'objet d'histoire essentiel, particulièrement au sein de l'historiographie des nationalismes. Les analyses qui leur sont consacrées, cependant, privilégient généralement les éléments les plus aisément identifiables : monuments, noms de rues, drapeaux, hymnes, etc. Correctement mis en perspective, ces éléments font apparaître en toute clarté les enjeux et les acteurs des politiques de mémoire, ainsi que leur impact. S'il ne saurait être question de remettre en cause le bien-fondé de ce type d'approche, dont l'efficacité et la pertinence ont été maintes fois démontrées, on ne peut manquer de s'interroger sur l'incidence qu'ont les sources documentaires sur la démarche adoptée par l'historien.

Retracer la genèse puis la réalisation de tel ou tel monument, même si les acteurs qui interviennent à des titres divers sont souvent multiples, se révèle d'ordinaire chose assez aisée dès lors qu'on a localisé les documents d'archives relatifs à ce projet. Parfois même, lorsqu'une commission l'a entièrement pris en charge, on peut avoir la chance de trouver dans les actes de cette commission une source quasiment exhaustive qui simplifie le travail préalable de recherche documentaire. Mais ces facilités n'écartent-elles pas insidieusement l'historien des politiques de mémoire de sujets de recherche moins immédiatement visibles et cependant dignes d'intérêt ? À côté des inaugurations de monuments ou des changements de noms de rues, n'existe-t-il pas des politiques de mémoire presque silencieuses, presque imperceptibles et néanmoins bien réelles, que l'on néglige du fait que les documents d'archives ne les désignent pas d'emblée à notre attention ?

Ces interrogations ont partie liée à l'insatisfaction que j'ai moi-même éprouvée en travaillant sur la mémoire de la Guerre d'Indépendance en Espagne à partir des monuments érigés à sa mémoire. La Saragossaise de 1908 qui inaugurait fièrement, à l'occasion du centenaire, plusieurs monuments glorifiant son passé héroïque, ne conservait-elle pas des traces encore bien visibles de la guerre, support d'une mémoire plus authentique et plus pro-

fonde que ces statues patriotiques trop bavardes ? Qu'en était-il, au XIX<sup>e</sup> siècle, des marques que les sièges de 1808 et 1809 avait laissées sur les murs de la ville ? Les avait-on conservées ou au contraire effacées au plus vite, une fois la guerre achevée ? Loin de la mémoire officielle, ces questions ne permettraient-elles pas d'accéder à une mémoire collective intime si difficile à appréhender ?

À coup sûr, les ruines constituent un excellent exemple de traces matérielles d'un passé immédiatement perçu en tant que tel par celui qui les contemple. Si tout édifice ou même tout objet peut être envisagé comme trace d'un passé plus ou moins lointain, il ne peut l'être que par un acte délibéré et explicite qui l'abstrait de sa destination présente. Les ruines, au contraire, n'ont pas besoin de ce procédé pour renvoyer, sans médiation, au passé qu'elles représentent. Entendons-nous : « sans médiation » ne signifie pas qu'un regard non informé sera capable d'identifier le passé auquel elles renvoient, mais bien qu'elles se constituent elles-mêmes en tant que traces, sans intervention extérieure.

Mais il y a ruines et ruines. D'une part se trouvent celles qui, victimes des assauts du Temps autant ou plus que de l'action des hommes, renvoient à l'époque où furent construits et « vécurent » les édifices qu'elles étaient. Ce sont principalement ces ruines, et plus particulièrement celles qui exposent au regard la déchéance d'architectures remarquables et célèbres qui furent à l'origine, en littérature, de la « poésie des ruines » dont Gérard Mortier a recherché les origines et analysé les manifestations jusqu'au Romantisme (Mortier, 1974)<sup>1</sup>.

Bien différentes, de prime abord, sont les ruines d'édifices banals qui ne résultent que de la violence humaine, paysage rendu commun au XX<sup>e</sup> siècle par la puissance destructrice des armes de guerre. Or leur importance pour la mémoire collective n'a fait que récemment l'objet de l'attention des historiens, comme une enquête bibliographique, même sommaire, le révèle, si l'on prend l'exemple le plus évident des deux guerres mondiales<sup>2</sup>. Pourtant le cas extrême d'Oradour-sur-Glane, pour la France, suggère fortement la possibilité d'une articulation entre la « gestion » des ruines et les politiques de mémoire plus familières aux historiens (Farmer, 2004).

Pour l'Espagne contemporaine, les destructions causées par la Guerre Civile et leur prise en compte mémorielle après la guerre constitueraient sans nul doute un bel objet d'étude, et le fait que même les modalités de l'utilisation par le franquisme des célèbres ruines de Belchite, mises en avant par le régime du Caudillo comme l'une des incarnations de la barbarie des « rouges », demeurent mal connues, prouve l'étendue du domaine qui reste à explorer<sup>3</sup>. Dans le cadre de ce travail, j'ai cependant préféré examiner le cas

1. Pour la peinture, voir Makarius, 2004.

2. Citons, pour la Première Guerre mondiale : Capronnier, 2000 ; Grailles, 2004 ; Panni et Jagielski, 2000.

3. L'une des rares études que j'ai pu repérer pour cette période est celle de Montero Barrado, 2001.

des ruines de la Guerre d'Indépendance, estimant qu'une confrontation avec l'étude que je mène par ailleurs sur la politique monumentale liée à cette guerre ne pourrait qu'être profitable. Ce choix répond également au désir de remonter chronologiquement au-delà des époques généralement privilégiées (les guerres mondiales, notamment) dans les travaux existants sur cette question. L'ampleur des destructions causées par la Guerre d'Indépendance dans certaines villes d'Espagne rend légitime une démarche comparable à celles des historiens à l'égard de l'après Première Guerre mondiale.

### Saragosse. Des cicatrices en excès

Le cas de la ville de Saragosse me servira de premier terrain d'enquête afin de tenter de répondre, pour commencer, à la question suivante : les nécessités immédiates de la reconstruction après 1814 accordèrent-elles une certaine place à des enjeux mémoriels qui, s'agissant des projets monumentaux, s'étaient fait jour dès avant la fin de la guerre ? Un tel choix s'impose presque de lui-même, tant cette cité fut marquée par les deux sièges qu'elle soutint contre les Français, de juin à août 1808 puis de décembre 1808 à février 1809. On sait que l'héroïsme des défenseurs de Saragosse, victorieux du premier siège, fut immédiatement reconnu par les Français et célébré par le reste de l'Espagne résistante. Au-delà de la reconnaissance spontanée, il apparaît que le général Palafox, à la tête de cette résistance, fut probablement l'acteur le plus zélé de la promotion de Saragosse au rang de modèle patriotique : ainsi, il demanda à Goya de venir « voir et examiner les ruines de cette ville<sup>4</sup> » et d'autres artistes comme Juan Gálvez et Fernando Brambila répondirent également à cet appel. Lui-même, du reste, fut l'objet d'un ferveur que traduit le projet de monument à sa gloire conçu dès la fin du premier siège (Serrano Montalvo, 1954). Cependant, si Palafox et d'autres figures de la lutte contre les Français à Saragosse, telles qu'Agustina de Aragón, la comtesse de Bureta, etc. acquièrent très vite le statut de héros, Javier Maestrojuán Catalán souligne avec raison que l'héroïsme dont il est question se situe à la croisée de l'individuel et du collectif, et qu'il permet même l'articulation entre la communauté urbaine et la collectivité nationale<sup>5</sup>.

4. «[...] a causa de haberme llamado el Excelentísimo Señor Don José Palafox para que vaya esta semana a Zaragoza a ver y examinar las ruinas de aquella ciudad, con el fin de pintar las glorias de aquellos naturales, a lo que no me puedo excusar por interesarme tanto en la gloria de mi Patria.» (lettre du 2 octobre 1808, reproduite dans Canellas López, 1981, p. 362).

5. Maestrojuán Catalán, 2000 (voir en particulier p. 230-231). C'est de cet article que proviennent la plupart des données que j'utilise ici pour la période 1808-1814.



Cette exaltation de la dimension collective de la résistance des défenseurs de Saragosse s'exprime notamment par la personnification de la ville dans la littérature patriotique qui se développe dès le premier siècle. Dans cette perspective, les maisons et les églises en ruines de la Saragosse assiégée ne sont pas simplement l'espace sur lequel se détache l'héroïsme des défenseurs de la ville, mais bien le corps vivant où s'inscrivent les stigmates indélébiles de la guerre. Les écrits patriotiques, mais aussi la gravure et la peinture accordent d'emblée une place importante – et sans doute inédite en Espagne à cette date- à ces marques de la violence subie.

C'est notamment le cas d'une série de 36 gravures qui, bien qu'un tiers d'entre elles soit consacré à la représentation individualisée de plusieurs figures héroïques de la résistance anti-française, est surtout connue pour les spectaculaires visions d'édifices détruits, comme l'atteste le titre qui fut retenu pour la désigner, *Ruinās de Zaragoza* (Vega, 1992, p. 235-237). De même que des destructions urbaines d'une telle ampleur sont chose nouvelle, le manque d'antécédents iconographiques semble favoriser la liberté de Gálvez et Brambila, qui choisissent par exemple de dramatiser par l'emploi du nocturne certains des espaces représentés. Certes, Piranèse n'est pas loin, et ces artistes ne méconnaissent pas l'association déjà ancienne de l'horreur au sublime, mais dans la production iconographique que suscite en Espagne la guerre contre Napoléon, ces gravures sont peut-être les seules à conférer aux ruines le statut d'un thème à part entière, et non celui de simple décor.

Remarquons encore que, dans le processus de sélection qu'ils opèrent, Brambila et Gálvez privilégient certains édifices notables qui forment le référent spatial du récit épique des sièges de Saragosse, qui se construit au même moment dans la littérature patriotique (explosion du couvent de Santa Engracia, incendie du couvent de San José...). Mais il ne s'agit pas simplement de figurer les hauts lieux de cette épopée : il est probable que ce choix réponde également à la volonté d'insister de façon plus particulière sur les dommages subis par le patrimoine tout à la fois historique, artistique et religieux de la ville de Saragosse – témoignage de la prise de conscience nouvelle de l'importance symbolique de ce patrimoine.

Si l'urbanisme est l'un des domaines où l'administration française, sur le territoire qu'elle contrôle, s'efforce de porter sa marque réformatrice, à Saragosse cette politique trouve plus qu'ailleurs des motifs de s'exercer, car il s'agit là non seulement de rénover ou de rationaliser, mais aussi d'effacer des traces qui entretiennent la mémoire de la violence de l'occupant (Buesa Conde, 2001). À partir de 1811, sous l'impulsion du maréchal Suchet, l'architecte Joaquín Asensio élabore des projets visant à remodeler l'urbanisme de Saragosse, et l'un des éléments phares de ce plan, le *Paseo Imperial*, fut partiellement réalisé et inauguré le 30 septembre 1812.

La présence française à Saragosse sera de trop courte durée, cependant, pour que les traces de la guerre disparaissent, et lorsqu'en juillet 1813 la ville est libérée, la question de la reconstruction se pose avec acuité. Rebâtir ce qui a été détruit est conçu comme une démonstration de la vigueur du sentiment

patriotique. Ainsi en va-t-il dès le début de la guerre, dans le décret de la Junta Central du 9 mars 1809 qui prévoit que l'Etat financera la reconstruction des édifices publics de Saragosse lorsque le territoire sera libéré. Ce même décret ajoute que sera érigé un monument en l'honneur des défenseurs de la ville. Le mémoriel est ainsi entièrement pris en charge par le monumental.

Pourtant, J. Maestrojuán relève une proposition présentée dès 1813 à la municipalité de Saragosse, consistant à « ne pas effacer des édifices de cette ville les signes extérieurs des sièges<sup>6</sup> ». Si cette proposition, qui émane du général Wittingham, ne semble pas rencontrer d'écho dans l'immédiat, Javier Maestrojuán montre que les ruines vont être au premier plan lors de la visite que Ferdinand VII fait à Saragosse en avril 1814 sur la route de son retour de captivité. Tandis que la ville se pare de tentures et d'ornements pour recevoir le roi, Palafox, alors général en mission sous les ordres des Cortès, publie un édit interdisant que l'on recouvre les ruines et les murs criblés par les balles : les décombres constituent pour lui le meilleur ornement de la ville car ils témoignent de sa constance et de son héroïsme (Maestrojuán Catalán, 2000, p.247). De fait, plusieurs témoignages soulignent la forte impression, voire la fascination, qu'éprouva le roi à la vue de ces ruines.

Cet intérêt pour la valeur testimoniale des ruines paraît cependant de courte durée. Dans les décennies qui suivent, la ville se reconstruit peu à peu, mais le manque de moyens explique que la réutilisation à moindres frais d'édifices existants soit fréquente, quand ils ne sont pas simplement laissés à l'abandon<sup>7</sup>. Un rapport de 1851, rédigé par l'Académie des Beaux-Arts de Saragosse en réponse à une demande de la municipalité désireuse d'embellir la ville, révèle qu'à cette date les traces de la guerre demeurent nombreuses et visibles, même si l'on doit y associer d'autres causes pour expliquer le délabrement de certains édifices – notamment les effets du désamortissement sur les couvents (Expósito Sebastián, 1989-1990).

Cette présence des marques de la guerre se manifeste également dans la description de Saragosse que propose quelques années plus tôt José María Quadrado dans le volume de la collection des *Recuerdos y bellezas de España* correspondant à l'Aragon (Quadrado, 1844). Notons que les atteintes infligées à la ville par les troupes napoléoniennes ne suscitent pas chez Quadrado l'indignation à laquelle on aurait pu s'attendre étant donné l'accent mis par cette publication sur le patrimoine architectural des diverses régions. Et si l'auteur ne manque pas de souligner que les ruines préservent le souvenir

6. « no debía borrarse de los edificios de esta ciudad las señales exteriores de los asedios » (conseil municipal du 6 décembre 1813, cité par Maestrojuán Catalán, 2000, p. 245.)

7. Le député Escosura rappelle d'ailleurs, lors de la séance au Congreso du 12 juillet 1851, qu'à cette date l'Etat n'a toujours pas honoré ses promesses de financer la réparation des dommages subis par les édifices publics de Saragosse durant la Guerre d'Indépendance – allusion au décret du 9 mars 1809 (*Diario de Sesiones*, 12 juillet 1851).

de l'héroïsme des défenseurs de Saragosse, cette notation paraît presque une figure obligée de toute description de la ville, un hommage stéréotypé :

Quand cette gloire encore vivante ne sera plus qu'un souvenir et que son écho le plus pur, une fois disparue la rumeur de notre génération actuelle, parviendra à la lointaine postérité, alors les ruines de Santa Engracia et les murs criblés de Saragosse exhaleront le parfum de la poésie, et leur défense immortelle sera comme l'épisode d'un peuple robuste et enthousiaste se détachant de l'histoire d'une société décrépité<sup>8</sup>.

Il est intéressant d'observer que Quadrado ne décrit pas une émotion présente, mais qu'il anticipe sur les sentiments que feront naître ces ruines, selon lui, dans un avenir plus ou moins lointain. Sans doute les ruines sont-elles encore trop visibles, dans la Saragosse des années 1840, pour que leur contemplation puisse susciter ces réflexions patriotiques empreintes de nostalgie, et à aucun moment n'apparaît dans la description de Quadrado qu'il serait nécessaire de prendre des mesures pour conserver certaines de ces ruines comme témoignage pour la postérité. Le fait même qu'aucune des gravures qui accompagnent cette description ne leur soit consacrée semble confirmer cette interprétation.

Pourtant, l'idée qu'il conviendrait de préserver certaines ruines en mémoire de la Guerre d'Indépendance, apparue dès 1813 comme on l'a vu, se retrouve dans le rapport académique de 1851 cité plus haut. Même s'il ne s'agit que d'un point de détail dans l'ensemble du rapport, il est particulièrement surprenant de constater que cette suggestion émane d'un organisme par nature enclin à favoriser l'architecture vivante et à ne défendre la conservation ou la restauration d'édifices anciens que si leur valeur esthétique le justifie. Or le rapport évoque en ces termes la porte du Carmen :

Cette ville étant l'une des plus célèbres d'Espagne en raison de ses hauts faits de 1808, ainsi que l'attestent nombre de ses édifices, rien ne serait plus facile ni plus juste que de léguer à la postérité la plus lointaine la conservation particulière de l'un de ces documents inédits, en manière de témoignage, tandis que l'implacable action du temps sur les autres n'en laissera à l'histoire que le souvenir. La porte du Carmen réunit toutes les conditions pour une si noble idée : les marques profondes et abondantes qu'elle garde de la mitraille, son emplacement, du fait que ce soit une porte de la ville, et sa taille, font qu'elle s'y prête ; ce serait aisé et peu coûteux à réaliser, car il suffirait simplement de l'encadrer par une construction simple et allusive qui la protégerait et l'isolerait [...]<sup>9</sup>.

8. « Cuando esta viviente gloria se convierta en recuerdo, y acallado el rumor de la generacion contemporánea, llegue su eco mas despejado á la remota posteridad, entonces las ruinas de Santa Engracia y las acribilladas tapias de Zaragoza exhalarán el perfume de la poesia, y su defensa inmortal parecerá el episodio de un pueblo robusto y entusiasta enclavado en la historia de una descrépita [sic] sociedad. » (Quadrado, 1844, p. 244).

9. « Siendo esta ciudad de las más célebres de España por sus heroicos hechos en 1808, como lo acreditan muchos de sus edificios, nada más fácil y justo que legar a la posteridad más remota la conservación especial de uno de los documentos inéditos,

La proposition de l'académie consisterait ainsi non seulement à protéger et conserver telle quelle cette porte marquée par la guerre, mais à l'isoler, c'est-à-dire à lui retirer sa fonction utilitaire pour lui conférer une fonction désormais exclusivement monumentale. Cette transformation serait facile à réaliser et peu coûteuse, et l'on retiendra surtout l'idée d'une ruine témoignant pour toutes les autres : à une date où les ruines sont encore nombreuses, désigner l'une d'entre elles pour en faire un symbole témoigne d'un esprit d'anticipation assez remarquable.

Malgré les avantages économiques mis en avant par l'académie, ce projet semble tomber dans l'oubli jusqu'à ce qu'en 1895 le conseil municipal le relance, les motifs avancés combinant la dimension patriotique et l'intérêt concret de l'amélioration de la circulation urbaine (García Lasaosa, 1979, p. 105, 221-222, 254-260). Ce sont bien les nécessités d'aménagement urbain qui semblent primer et qui apparaissent comme l'occasion de mener à bien ce projet, même si l'on invoque aussi l'argument selon lequel les vestiges de la Guerre d'Indépendance sont de plus en plus rares. Le budget requis, cependant, dissuade les autorités municipales de le réaliser dans l'immédiat, et cet aménagement ne sera finalement achevé qu'en 1927. Pour autant, l'importance symbolique de la porte du Carmen apparaît au début du xx<sup>e</sup> siècle comme un fait acquis, ainsi que l'attestent les comparaisons quelque peu surprenantes dont elle est l'objet dans l'*Heraldo de Aragón* en 1901 : rien moins que l'Arc de Triomphe parisien et la Puerta de Alcalá madrilène... Dans le contexte de la préparation de la célébration du centenaire, les autorités municipales en viennent même à solliciter la Real Academia de la Historia afin que la porte du Carmen soit déclarée monument national<sup>10</sup>. C'est chose faite par Ordre Royal du ministère de l'Instruction Publique le 21 février 1908, après un rapport favorable émis par l'académie le 17 juillet 1907. S'il est vrai que les monuments inaugurés à l'occasion du centenaire polarisent l'attention bien davantage que la porte du Carmen, du fait même de leur nouveauté, le statut de monument national qui lui est accordé est d'autant plus notable qu'il semble bien qu'il s'agisse en Espagne du premier vestige promu à cette dignité non pour rendre hommage à la civilisation qui l'a construit, mais pour témoigner des circonstances de sa quasi-destruction.

como testimonio en prueba, mientras que la poderosa acción del tiempo obrando sobre los restantes sólo deje su recuerdo a la historia. La Puerta del Carmen reúne todas las condiciones para tan patricia idea: los marcados y abundantes efectos que contiene de la metralla, su situación, por estar como puerta de ciudad, y su tamaño, se prestan [a tal fin], fácil y económicamente, con sólo elevar un cuerpo sencillo y alusivo que la cubra y encierre aisladamente [...]. » (Expósito Sebastián, 1989-1990, p. 342). Cette porte de style néo-classique avait été inaugurée en 1792.

10. L'argumentation du maire de Saragosse à l'appui de cette demande repose presque exclusivement sur la valeur historique de la porte, même si l'aspect artistique est également mentionné : « Tan estimable recuerdo que no sólo glorifica a Zaragoza, sino a España entera, bien merece el patrocinio del Estado y su declaración de monumento nacional. Consta dicha puerta de un arco de bastante mérito artístico con perfiles moldurados y dos pequeños portales en los costados de la misma. » (texte daté du 26 juin 1907, reproduit dans le numéro du 11 juillet 1907 de l'*Heraldo de Aragón*).

Il ne nous est pas donné, malheureusement, de savoir si la question de la conservation de la porte du Carmen suscitait au sein des diverses composantes de la population de Saragosse des sentiments comparables à ceux des élites municipales, relayés par la presse. Observons seulement que les descriptions des festivités du centenaire ne font pas état d'une ferveur populaire à son égard plus marquée que l'attrait suscité par les inaugurations de nouveaux monuments.

Pour tenter de mesurer l'attachement des habitants de Saragosse au maintien des traces de la Guerre d'Indépendance, on peut en revanche tirer grand profit d'un article paru le 26 novembre 1906 dans l'*Heraldo de Aragón*, intitulé «Nuestra historia». L'auteur anonyme de cet article se félicite de ce que les préparatifs du centenaire ne vont pas manquer d'encourager des recherches historiques qui feront mieux connaître les détails de l'histoire des sièges, mais il souligne qu'aucun effort n'est nécessaire pour lire des témoignages vivants de cette époque sur les murs de certaines rues de la ville où «les coups de feu écrivirent des pages d'une éloquence muette et grandiose<sup>11</sup>». Ces marques sont encore nombreuses, cependant il s'alarme de leur disparition accélérée. En ravalant les façades, on efface ces précieux souvenirs. S'il s'agissait de moderniser la ville, cela serait admissible, mais ce n'est pas le cas :

Et si encore on avait construit un nouveau quartier splendide, à la mode européenne, la chose aurait une explication ; mais non, le quartier demeure toujours aussi pauvre et misérable. C'est purement et simplement le désir insensé d'effacer des souvenirs, l'ignorance de la signification que conservent ces détails<sup>12</sup>.

Ignorance, voire volonté d'effacer sciemment ces souvenirs : les accusations sont graves, et l'auteur de l'article semble viser davantage les autorités municipales que les habitants de ce quartier. En effet, il se fait l'écho du projet qu'aurait la municipalité d'imposer le ravalement de toutes les façades des maisons de Saragosse qui n'en aurait pas subi un récemment. Cette mesure ne souffrirait pas d'exception, pas même pour la fameuse maison de la rue de Palomar célèbre pour ses traces de balles, «devant laquelle les étrangers s'extasiaient, qui a nourri l'inspiration de Galdós lorsqu'il a écrit les si brillantes pages de son volume «Saragosse», et où l'on évoque la mémoire de ces esprits forts qui métamorphosèrent en murailles infranchissables les parois de leurs demeures<sup>13</sup>.» Fort heureusement, le propriétaire de cette mai-

11. «Hay un barrio en Zaragoza que debiera llamarse el barrio de los Sitios, donde se encuentran á granel las huellas de las luchas entabladas con los soldados de Napoleón. En los muros de las casas, en los aleros de los tejados, en los marcos de las ventanas, los balazos han ido escribiendo páginas de muda y grandiosa elocuencia.»

12. «Y si al menos hubieran hecho un barrio nuevo y espléndido á la europea, tendríá explicación el fenómeno; pero no, la barriada sigue tan pobre y mísera como siempre. Es el afán insano de borrar recuerdos, la ignorancia del significado que guardan esos detalles.»

13. «La orden es tajante, no admite excepción y en caso de obedecerse, caerá la



son, « descendant de l'un des héros les plus populaires » compte résister : « On pourra me fusiller : pas question que je blanchisse à la chaux ma maison ». L'anecdote est savoureuse, et elle permet à l'auteur de cet article d'appeler à la commission chargée de la préparation du centenaire : « si d'un côté nous construisons et si de l'autre nous consentons à ce que l'on détruise, nous n'avancerons pas d'un pas dans ce grand projet que l'on entreprend<sup>14</sup> ». Mais cette anecdote trahit l'isolement de cet homme et suggère le caractère exceptionnel d'un tel attachement à cette mémoire intime de la guerre, inscrite sur les murs des maisons.

### Madrid. La ruine authentique devenue factice

Il serait certainement très intéressant d'étudier, dans la perspective d'une comparaison avec Saragosse, le cas des autres villes qui, comme elle, furent soumises à de longs sièges qui leur laissèrent également de profondes marques : Gérone, Ciudad-Rodrigo, Astorga... Pourtant j'ai préféré choisir, dans le cadre limité de cet article, un contexte bien différent : celui de Madrid. Ce terrain semble a priori peu favorable aux recherches qui m'occupent ici, car les circonstances de la guerre firent que la capitale ne fut guère atteinte par les armes françaises. Mais si Madrid n'a pas, au sortir de la guerre, les glorieuses cicatrices de Saragosse, les journées des 2 et 3 mai 1808 l'ont doté de hauts lieux dont la mémoire subsistera, à des degrés divers.

On ne reviendra pas ici sur le processus qui conduit à faire de ces journées l'origine et le moteur du soulèvement contre les armées napoléoniennes, mais il convient de rappeler que l'élaboration de ce « mythe » patriotique est immédiate : la *Elegía al Dos de Mayo* de Juan Nicasio Gallego, par exemple, est publiée dès 1808 (Demange, 2004, et Hocquellet, 2001). Le récit se structure très vite autour de quelques épisodes phares qui permettent de l'ancrer dans l'espace urbain madrilène. La série de quatre gravures de Tomás López Enguñados, qui servira sur ce thème de référence iconographique principale tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle (Martín Pozuelo, à paraître)<sup>15</sup>, s'ordonne ainsi autour des scènes suivantes : l'émeute aux abords du Palais Royal (à la

mano del embadurnador sobre la histórica casa de la calle de Palomar, esquina á la calle del Pozo, casa llamada vulgarmente de los tiros, donde los extranjeros se quedan maravillados, donde se inspiró Galdós para trazar las páginas brillantísimas de su episodio « Zaragoza », donde se evoca la memoria de aquellos espíritus fuertes que convirtieron en murallas inaccesibles los tabiques de sus viviendas.»

14. « El propietario de la casa en cuestión, desdendiente de uno de los héroes más populares, ha comenzado por negarse á la intimación del Concejo. « Aunque me fusilen no blanqueo la fachada », ha dicho el hombre enérgicamente, y está dispuesto á no acatar la orden del Ayuntamiento, contando con que le apoyará en su resistencia todo el que siente un poco de entusiasmo por esa historia que se intenta resucitar. [...] Porque si hacemos por un lado y consentimos que por otro se destruya, no adelantaremos ni un paso en la magna obra proyectada. »

15. On ne sait si cette série fut publiée en 1808 ou en 1813.

MONUMENTOS HISTÓRICOS DE ESPAÑA.



ZARAGOZA. — PUERTA DEL CÁRMEN, BOMBARDEADA POR LOS FRANCÉSES EN LOS DOS CÉLEBRES SITIOS DE 1808 Y 1809.  
(De fotografía de Laurent.)

«Zaragoza. Puerta del Carmen,  
bombardeada por los franceses en los dos célebres sitios de 1808 y 1809  
(fotografía de Laurent)», *La Ilustración Española y Americana*, 8 mai 1883.



nouvelle du départ pour la France des derniers membres de la famille royale encore présents), la mort de Daoiz et Velarde devant le parc d'artillerie, les combats de la Puerta del Sol, et les exécutions sur la promenade du Prado.

Simple théâtre sur lequel se déroulèrent les événements du 2 mai, les lieux ne gardent guère en eux-mêmes, à la différence des ruines de Saragosse, de traces du soulèvement patriotique. Le maintien du souvenir passe dès lors par l'écrit et l'image, mais aussi par le monument et la commémoration. Sur ce plan, c'est sans conteste la promenade du Prado qui se détache comme l'espace privilégié du souvenir : après de nombreuses vicissitudes, c'est là qu'est érigé le monument aux héros du 2 mai, inauguré finalement en 1840, point central des cérémonies annuelles. À l'inverse, l'émeute suscitée par le départ de l'infant Francisco de Paula (frère de Ferdinand VII) du Palais Royal et les combats de la Puerta del Sol ne feront l'objet que de simples plaques commémoratives apposées tardivement, à l'occasion du centenaire. Mais c'est le quatrième de ces hauts lieux, le parc d'artillerie de Monteleón, qui nous intéressera ici. Il sert de toile de fond, dans le récit des événements, à un fait de résistance héroïque où se rejoignent le peuple et l'armée, et qui est notamment marqué par la mort tragique de deux artilleurs qui avaient pris la tête de l'insurrection, Luis Daoiz et Pedro Velarde – Manuela Malasaña n'incarnant l'héroïsme populaire qu'après plusieurs décennies d'élaboration du mythe du 2 mai<sup>16</sup>.

Si les récits et l'image (en particulier la gravure de Tomás López Enguñados) entretiennent après la guerre le souvenir de la défense héroïque du parc d'artillerie, par contre, sur les lieux mêmes des combats, pendant longtemps rien ne le rappelle directement au passant. Les bâtiments du parc d'artillerie, très endommagés par la guerre, perdent leur destination militaire pour être transformés en fabrique<sup>17</sup>. Aucun monument n'est érigé et le circuit qu'empruntent les « processions civiques », lors des commémorations du 2 mai, conduit de l'Hôtel de ville au « Campo de la Lealtad » via l'église de San Isidro sans passer par là. Le seul indice de ce passé glorieux réside dans les noms que la municipalité donne en 1835 à deux rues : celle de « Daoiz y Velarde » longe l'ancien parc d'artillerie, et celle du « Dos de Mayo » débouche sur la porte d'entrée<sup>18</sup>.

Or c'est précisément cette porte d'entrée qui va focaliser l'attention de ceux qui, dans les années 1860, seront les acteurs de la récupération de la

16. Sur les origines françaises de cette figure du patriotisme espagnol, voir Duroux, 1991.

17. « En los restos de este edificio existe hoy una fábrica de maquinaria y fundición [...] ». (Mesonero Romanos, Ramón, *El Antiguo Madrid* [1861], dans Mesonero Romanos, 1967, p. 223). (Un article paru dans *La Democracia* le 5 mai 1866 mentionne « una fábrica de hules »).

18. La rue de « Daoiz y Velarde » se compose en fait de deux rues (de Daoiz et de Velarde) dont le nom se substitue à ceux de San Miguel et San José, tandis que la rue du « Dos de Mayo » remplace celle de « San Pedro la Nueva » (voir Aparisi Laporta, 2001).

mémoire du parc d'artillerie de Monteleón. Associée dans l'iconographie, dès la série de gravures de López Enguïdanos, à la mort de Daoiz et de Velarde, cette modeste porte s'impose comme la parfaite synecdoque du parc d'artillerie, au point que la représentation d'autres parties du parc se révèle rarissime (Martín Pozuelo, à paraître). Sans doute cette récurrence iconographique joue-t-elle un rôle déterminant dans sa transformation en véritable emblème apte à se constituer en lieu de mémoire. Soulignons par ailleurs que la désignation même de cette porte, pour laquelle le terme d'« arco » est généralement retenu, contribue à son anoblissement.

La diversité des acteurs qui interviennent dans la transformation de l'Arco de Monteleón en un lieu de mémoire qui ne soit pas seulement d'ordre littéraire (au sens large) ou iconographique est frappante. Le premier acte marquant, semble-t-il, se situe en 1862, lorsqu'en marge des cérémonies officielles, un modeste hommage religieux est rendu au pied de l'arc, recouvert de draps noirs<sup>19</sup>. Dès l'année suivante, la cérémonie religieuse, à laquelle s'ajoute une messe dite dans l'église adjacente de Maravillas, paraît recueillir un certain succès populaire parmi les habitants du quartier. L'enthousiasme se maintenant au cours des années qui suivent<sup>20</sup>, une association se forme en 1867, la Asociación Española Humanitaria de la Cruz y Víctimas del Dos de Mayo, qui se dote de statuts officiels en 1868. A en juger notamment par la personnalité de l'un de ses fondateurs, José Gonzalez Guerrero, cette association – qui en 1870 abandonne cette dénomination pour adopter celle d'« ordre », soulignant ainsi son caractère de congrégation laïque- apparaît liée à l'armée, et plus particulièrement à l'Artillerie<sup>21</sup>.

Mais l'arc de Monteleón suscite également l'intérêt de secteurs bien différents de la société. Ainsi, le 2 mai 1864, les démocrates célèbrent leur propre commémoration en déposant une couronne sur le site du Parc de Monteleón et une autre au Prado<sup>22</sup>. Le 2 mai 1866, comme nous l'apprend le journal *La Democracia*, un groupe d'« honnêtes artisans, successeurs en droite ligne de ces héroïques « *chisperos* » de Madrid à qui l'on doit entièrement la résistance du 2 mai », viennent déposer sur l'arc une « modeste couronne » et deux petits drapeaux espagnols ; le journal se félicite qu'un hommage soit rendu de cette façon à la défense de l'indépendance et de la liberté, mais aussi à l'« espérance d'une rédemption politique et sociale ».

19. Du moins si l'on en croit le récit de Emilio López Llorente, « Historia de la Asociación Española Humanitaria de la Cruz y Víctimas del 2 de Mayo », dans le *Número especial extraordinario de Dos de Mayo 1808* publié par La Orden Española Humanitaria de la Santa Cruz y Víctimas del Dos de mayo de 1808, [1902], p. 8-11 (un exemplaire se trouve aux archives municipales de Madrid : Archivo de la Villa, Secretaría, 14-160-20).

20. Voir par exemple *El Pensamiento español*, 4 mai 1864.

21. López Llorente, Emilio, op. cit. (la légende d'une photo le désigne même comme le fondateur de l'association). Ajoutons que cette association sera intégrée en 1870 à la section espagnole de la Croix-Rouge.

22. Voir Demange, 2004, p. 180, citant *El Pueblo*, 3 mai 1864.

Outre ces actes concrets, la presse joue un rôle important, au cours des années 1860, dans la mise en valeur de l'arc de Monteleón. À l'occasion des cérémonies annuelles, des appels sont lancés en faveur de sa conservation, mise en péril par la vente et l'urbanisation annoncées du site de Monteleón. Il semble que la presse de « gauche » soit celle qui manifeste le plus fréquemment ses inquiétudes à ce sujet<sup>23</sup>, mais un journal très conservateur comme *La España* se fait le relais, en 1866, des « idées patriotiques » du marquis del Arco (au nom prédestiné...), qui affirme que pour préserver de la destruction cet arc en briques, « aussi dépourvu de valeur artistique qu'il est riche de valeur morale », il conviendrait que l'État ou la ville de Madrid en devienne propriétaire ; on pourrait alors envisager par exemple de construire un arc en bronze et en marbre qui l'encadrerait et le protégerait<sup>24</sup>.

La diversité idéologique de ces acteurs renvoie aux tensions croissantes, au cours des années 1860, entre modérés et progressistes, autour de la question du sens même donné à l'héritage de la Guerre d'Indépendance, comme l'a montré Christian Demange (Demange, 2004, p. 162-194). Les modérés, au pouvoir presque sans interruption de 1844 à 1868, tentent de restreindre la célébration du 2 mai à une fête à caractère local exaltant une vision conservatrice de la nation. Mal à l'aise avec la coloration anti-française de cette célébration, et plus encore avec la dimension révolutionnaire de la Guerre d'Indépendance, les modérés sont confrontés à une contestation de plus en plus active de la part des progressistes et des démocrates, qui s'immiscent dans les festivités officielles et organisent des commémorations parallèles porteuses de valeurs opposées. Dans ce conflit mémoriel, où les accusations de « récupération » sont réciproques, il ne semble pas que Monteleón fasse figure de point de ralliement de l'opposition : c'est le Campo de la Lealtad qui demeure pour tous le lieu privilégié de l'expression collective dès lors qu'il s'agit de revendiquer l'héritage des héros du 2 mai.

S'il est juste d'associer au *Sexenio democrático* la création de la place du 2 Mai, au centre de laquelle se trouvera désormais l'arc de Monteleón, il convient de préciser que la genèse de cette transformation urbaine précède de peu la chute d'Isabelle II. En février 1868, des conseillers municipaux expriment le souhait que la ville devienne propriétaire de l'arc et du terrain nécessaire à la création d'une petite place autour de celui-ci<sup>25</sup>. En mars 1868, le

23. Voir *La Nación*, 2 mai 1866 ; *Las Novedades*, 6 mai 1866.

24. *La España*, 4 mai 1866 ; l'auteur de la lettre adressée à la rédaction du journal est simplement présenté comme « el Sr. M. del A. », mais un document d'archives postérieur atteste qu'il s'agit du Marquis del Arco (Madrid, Archivo de la Villa, Secretaría, 8-102-5).

25. Conscients des difficultés financières de la municipalité, ils précisent : « El desear que á este arco le cubriera otro artístico, que fuera como la ante entrada á un Templo, Panteon Nacional &a es el pensamiento de los que suscriben : pero como los fondos del Excmo. Ayuntamiento no pueden hoy distraerse para acometer tamaña obra, solo nos atrevemos á pedir para mejor ocasion, un pedestal de piedra, que colocado bajo del Arco, sostenga un grupo de mármol o de bronce, que represente á los

propriétaire du terrain — Antonio Menéndez Cuesta- accepte et propose de céder gratuitement ce terrain en échange de certaines compensations<sup>26</sup>. En dépit de la mort de Menéndez Cuesta, cette cession est officialisée par une cérémonie *in situ*, le 1<sup>er</sup> mai 1868, dont la presse rend compte avec précision<sup>27</sup>. Loin d'être limitée au cadre strictement municipal, cette cérémonie, qui comporte une dimension religieuse, se déroule notamment en présence de l'Asociación Española Humanitaria de la Cruz y Víctimas del Dos de Mayo et de représentants de l'Artillerie. Les journaux ne manquent pas de signaler la présence à la cérémonie d'un vétéran de 78 ans, témoin et acteur de la défense du parc d'artillerie, fait prisonnier et sorti miraculeusement indemne des exécutions qui se déroulèrent au Prado. Une comparaison implicite s'établit entre l'arc, sauvé de la destruction par la municipalité, et ce survivant du 2 mai : dans les deux cas il s'agit d'une mémoire vivante dont sont dépourvus les monuments officiels. L'arc de Monteleón n'en est pas moins lui aussi, désormais, un monument. Non seulement, comme on l'avait constaté pour la porte du Carmen, il perd entièrement sa fonction originelle au profit d'une fonction purement symbolique (il est même désormais officiellement interdit de passer sous l'arc, qui est entouré d'une grille<sup>28</sup>), mais cette métamorphose se traduit également par un changement de nom : l'«Arco de Monteleón», appelé aussi parfois «Arco del Dos de Mayo», devient rien moins que l'«Arco del Triunfo<sup>29</sup>».

Un an plus tard, les cérémonies sont d'une tout autre ampleur et s'inscrivent dans un contexte bien différent. Dans l'intervalle, les progressistes et les démocrates sont arrivés au pouvoir, et l'aménagement de la place du Dos de Mayo apparaît comme l'une des manifestations concrètes de leur conception de l'histoire nationale, au même titre que l'inauguration du Panthéon des Hommes Illustres (Géal, 2005) ou que celle de la statue de Mendizábal, en 1869 également. Du reste, la figure d'Angel Fernández de los Ríos, le principal acteur au sein de la nouvelle municipalité de la création de la place du Dos de Mayo, se retrouve dans bien des projets madrilènes du *Sexenio* inspirés par une vision progressiste de l'histoire nationale et du développement de la cité.

ilustres Artilleros Daoiz y Velarde, con una alegoria del pueblo madrileño.» (lettre du 20 février 1868 signée Wenceslao Gaviña, Manuel Regidor Jiménez, Francisco de Priego Valdés y Castaneda, Madrid, Archivo de la Villa, Secretaría, 8-102-5).

26. Il s'agirait pour la ville de viabiliser gratuitement l'ensemble des terrains sur lesquels qu'il a l'intention de construire des immeubles et de placer à proximité de l'arc un buste et une inscription évoquant son geste généreux (lettre du 20 mars 1868, Madrid, Archivo de la Villa, Secretaría, 8-102-5).

27. Voir notamment *La Nación*, 4 mai 1868, et *El Museo Universal*, 16 mai 1868.

28. *La Nación*, 2 mai 1868.

29. Sur l'une des faces de l'arc, une inscription provisoire posée pour l'occasion indique «Plaza del Triunfo», ainsi que le montre une photographie conservée au Museo Municipal de Madrid (photographie de J. Suárez, intitulée «Panorama de Monteleón, desde la entrada del antiguo parque hasta el final de las ruinas de Palacio», 1869) et conformément à un document du 20 avril 1868 établissant le programme de la cérémonie (Madrid, Archivo de la Villa, Secretaría, 8-102-5).

Situé au centre de la place, l'arc de Monteleón définitivement « monumentalisé » ne constitue pas la seule référence au passé glorieux de ce quartier de Madrid : les noms de Monteleón, de Malasaña et du lieutenant Ruiz donnés aux rues nouvellement créées viennent compléter les références déjà existantes au 2 mai 1808, et la sculpture d'Antonio Solá représentant Daoiz et Velarde quitte le musée du Prado pour être installée à l'extrémité de la rue Ruiz<sup>30</sup>. Comme l'a observé Christian Demange, les discours prononcés lors de l'inauguration, le 2 mai 1869, témoignent de la part de la municipalité d'une volonté explicite de revendiquer l'héritage révolutionnaire de la Guerre d'Indépendance. Il s'agit de commémorer d'une façon populaire le 2 mai, sans la distance qui séparait gouvernants et gouvernés dans les cérémonies traditionnelles.

Pendant, le nouvel esprit insufflé à la commémoration du 2 mai durant le *Sexenio* n'est pas propre aux festivités qui se déroulent autour de l'arc de Monteleón : il se manifeste également dans les cérémonies du Campo de la Lealtad. Il ne semble pas, du reste, que la place du Dos de Mayo devienne un lieu privilégié de commémoration pour les forces qui sont au pouvoir durant cette période : pour tous les mouvements politiques qui entendent profiter de l'occasion pour se rassembler dans la rue, le dépôt d'une couronne sur l'arc de Monteleón n'est généralement que l'une des étapes d'un défilé qui a pour but l'obélisque du Campo de la Lealtad<sup>31</sup>.

Néanmoins, il existe bien une empreinte démocrate-progressiste sur la place du Dos de Mayo, liée à la création même de cette place, comme le suggèrent les polémiques que va susciter, dans les années suivantes, le monument à Daoiz et Velarde. La presse d'opposition s'insurge contre son transfert devant le musée du Prado, en 1879, qu'elle explique notamment par l'irritation que déclenchent chez les conservateurs les vers d'Espronceda qui étaient inscrits sur le piédestal, jugés infamants<sup>32</sup>. Les justifications apportées par l'Académie des Beaux-Arts à la demande de transfert, fondées notamment sur les dégradations auxquelles est exposé le monument en raison des intempéries, ne trompent personne, mais face à la décision de la majorité municipale, les protestations de quelques conseillers demeurent inutiles. Des documents particulièrement intéressants conservés aux archives municipales montrent que le projet de transfert provoque un autre type de protestation : des pétitions sont adressées à la mairie, émanant de la Orden Humanitaria de la Santa Cruz y Víctimas del Dos de Mayo de 1808 (l'association qui organise chaque année les commémorations autour de l'arc de Monteleón), de la Congregación de la Buena Dicha y Víctimas del Dos de Mayo, mais aussi de

30. Cette sculpture créée à Rome, exposée pour la première fois au musée du Prado en 1831, y resta jusqu'en 1869, si l'on excepte les années 1847-1850, pendant lesquelles elle avait été installée au « Parterre » du jardin du Retiro.

31. Ainsi en va-t-il, par exemple, de la manifestation des républicains fédéraux le 2 mai 1871 (voir Demange, 2004, p. 192).

32. Voir par exemple *La Iberia*, 21 janvier 1879.



simples habitants du quartier<sup>33</sup>. Notons que la pétition de ces derniers ne met pas en avant des arguments à caractère politique, mais insiste sur le lien que les héros représentés, aux côtés desquels leurs pères ont combattu, ont avec leur quartier<sup>34</sup>. Une fois le transfert réalisé, ces protestations ne cessent pas complètement : en 1892, la Orden Humanitaria de la Santa Cruz y Víctimas del Dos de Mayo de 1808 croit même que le retour du Daoiz et Velarde est proche et réclame que la statue soit installée sur la place du Dos de Mayo et non sur celle de Bilbao comme on l'envisage ; cette demande est présentée comme apolitique, inspirée simplement par des pensées patriotiques<sup>35</sup>. Mais le retour espéré n'aura pas lieu, le monument quittera les abords du musée du Prado pour la place de la Moncloa vers 1901, avant d'être finalement installé sur la place du Dos de Mayo en 1932.

Si la mobilité du monument constitue sa fragilité et favorise les polémiques, on peut penser qu'à l'inverse l'arc de Monteleón est aussi intangible que peu susceptible de déchaîner les passions. Pourtant, à peine sauvé de la démolition, il est menacé d'être déplacé par les premiers projets qui sont élaborés ; heureusement, se félicite A. Fernández de los Ríos en 1876, ces projets sont restés sans suite, même si l'arc n'a pas échappé à un ravalement qui est à ses yeux une véritable profanation<sup>36</sup>. L'aménagement de la place du Dos de Mayo lui confère la respectabilité d'un monument à part entière, mais la question de sa conservation va se poser désormais de façon récurrente, engageant inévitablement celle de l'authenticité.

33. Lettres datées du 30 avril, 1<sup>er</sup> mai 1876 et 20 novembre 1877, Madrid, Archivo de la Villa, Secretaría, 5-32-87 (la pétition d'habitants du quartier compte 32 pages de signatures...). C. Demange indique à propos de la Congregación de la Buena Dicha y Víctimas del Dos de Mayo : « Fundada en 1726 con la misión de socorrer a los accidentados en la vía pública, y localizada en el barrio de Maravillas, fue una de las primeras en socorrer a las víctimas de la batalla del Parque. También enterró a los fusilados de la Moncloa en el pequeño cementerio del mismo nombre después de celebrar sus exequias en San Antonio de la Florida. A partir de 1809 celebra todos los años el aniversario en esta pequeña iglesia. » (Demange, 2004, p. 201).

34. « Arrancar las estatuas de Daoiz y Velarde [...] es como una profanacion, es como herir en la mas delicada fibra de su alma á los moradores de este distrito, cuyos padres tuvieron tambien la gloria de pelear, derramar su sangre y morir al lado de aquellos heroes. » (pétition datée du 1<sup>er</sup> mai 1876).

35. Lettre du 17 février 1892, Madrid, Archivo de la Villa, 15-317-14. « Entre los blasones con que cuenta la muy Ilustre Corporación, tiene uno, la de « Muy Heroica », concedido á sus hijos, denominación otorgada al Concejo á su regreso de Francia por Fernando VII. La morada bandera emblema del pendon de Castilla tremolando enhiesto todos los años en la puerta de Monteleon no es sospechosa y demuestra que en el pueblo de Madrid palpita la sangre española que en el tiempo á que nos referimos supo sujetar á las garras de sus leones la avaricia de un hombre que dominando á su nación no pudo vencer á su vecina y se demostró como un pueblo generoso y viril supo romper el yugo de oprobio é ignominia con que le queria oprimir el coloso de otras naciones. »

36. « Pediamos nosotros todos los aniversarios que no se dejara relegado al olvido el arco de Monteleon, y el Ayuntamiento, que ya dió permiso para profanarle quitándole lo respetable de su carácter con una mano de cal y ocre, resolvió llevar más

La médiocre qualité de sa construction est soulignée dans un rapport rédigé en 1884 par l'architecte municipal à la suite d'une lettre de la Orden Humanitaria de Víctimas del Dos de Mayo déplorant l'état de délabrement de l'arc<sup>37</sup>. Celui-ci présente un projet dans lequel il s'efforce de concilier restauration et respect du caractère « primitif » de l'arc<sup>38</sup>. La municipalité rejette pourtant ce projet, estimant qu'il ne préserve pas suffisamment son état d'origine. Peu enclin, semble-t-il, à se plier aux exigences de la municipalité, le même architecte préconise en 1886 une reconstruction de l'arc à l'identique<sup>39</sup>. Refusant cette option, la municipalité commande alors un rapport à deux autres architectes. Ceux-ci portent le même diagnostic que l'architecte municipal : l'état déplorable de l'arc rend impossible sa conservation (sauf par le moyen d'un étaielement permanent, mais, même ainsi, cela n'empêcherait pas l'arc de continuer à se détériorer). La seule valeur de cet arc, dépourvu de qualités artistiques, étant son authenticité, une reconstruction à l'identique n'aurait pas de sens, selon eux. C'est pourquoi la meilleure solution pour que le souvenir subsiste après la disparition de l'arc consisterait à y dresser un monument, et nul ne ferait mieux l'affaire que la sculpture de

adelante la profanacion, trasladando el monumento desde el sitio donde estaba el 2 de Mayo, es decir desde el único punto donde puede marcar la gloriosa hazaña de aquel día, á otro lugar que, sin tocar al convento reedificado por Fernando, permitiera formar la plaza que habiamos propuesto : como si fuera posible variar de sitio un arco de ladrillo conservando su valor histórico : como si áun siendo dable eso, que valia tanto como levantar un arco de pega en vez de conservar cuidadosamente el verdadero, no fuese escandaloso que el Ayuntamiento de la capital, despues de sesenta años de abandono en dar los pasos convenientes para adquirir y conservar el monumento, el primer uso que de él hiciera cuando le adquiría por donacion fuera derribarle ! » (Fernández de los Ríos, 1876, p. 174)

37. Rapport de Francisco Vereá, daté du 10 mars 1884 dans Madrid, Archivo de la Villa, Secretaría, 8-73-35. Sur ce rapport et les suivants, voir Rincón Lazcano, 1909, p. 434-443.

38. « A pesar de carecer de belleza ni mérito artístico el montante de hierro que cubre el medio punto del arco, es importante su conservacion porque contiene imperecederas señales de la lucha y defensa que libró debajo de aquel histórico arco el heróico pueblo de Madrid en aquel día memorable.

En cuanto á la parte decorativa, hemos juzgado conveniente ser muy parcos limitándonos á coronar este monumento con el escudo de Madrid ; una inscripcion en su cartela de mármol negro ; los bustos de los primeros mártires de la independencía y las leyendas de los compañeros que murieron con ellos y que el patriotismo del Municipio ha dejado imperecedera memoria de ellos [sic] dando sus nombres á las calles del histórico barrio de Monteleon, mientras en el opuesto lado el de las ciudades que tan heroicamente se defendieron, lo cual unido á un esmerado y entendido revoco al óleo, imitacion á la fábrica de ladrillo primitiva ; colocacion de soportes de bronce para las coronas y alegorias que conmemoren el 2 de Mayo de 1.808 se conseguirá robustecer este histórico arco sin perder su primitivo caracter, si bien juzgamos conveniente, se digne V. E. someter la proyectada mejora al exámen de las ilustradas Comisiones de obras como de las demas que estime V. E. acertado tratándose (sin duda alguna) del monumento histórico mas importante, de la coronada Villa. »

39. Rapport du 8 mars 1886 (Madrid, Archivo de la Villa, Secretaría, 8-73-35).



Solá<sup>40</sup>. La municipalité insistant pour conserver l'arc à tout prix, ces deux architectes rédigent peu après un nouveau rapport qui attaque sans détour la pseudo-authenticité de l'arc :

Cet arc n'est plus l'entrée de l'ancien parc d'artillerie telle qu'on pouvait la voir en 1808 [...], mais un arc ravalé et repeint de façon fantaisiste qui ne conserve de ses anciens matériaux que l'intérieur de sa structure ; c'est un monument conventionnel, à la vue duquel il faut faire un gros effort d'imagination pour remonter à l'époque où il a acquis sa célébrité<sup>41</sup>.

Mais, face à l'obstination de la mairie, ces architectes sont contraints d'élaborer un projet d'étalement, qui est mis en oeuvre en 1889. À lire certaines descriptions légèrement postérieures, il semble que la pauvreté même des travaux de réfection contribue à entretenir cette croyance en l'authenticité de l'arc que les architectes avaient dénoncée. Sous la peinture qui s'écaille, inutile imitation de la brique, le véritable arc au pied duquel ont agonisé Daoiz et Velarde est toujours présent<sup>42</sup>. Fidèle à sa position, la municipalité fera procéder à de nouveaux travaux de consolidation en 1904 puis en 1916<sup>43</sup>.

40. «En atención á lo dicho, los que suscriben, coincidiendo con el dictamen del Sr Arquitecto municipal de la Seccion opinan debe derribarse el arco por no hallarse en condiciones de pretender llevar á cabo su restauracion, y en cuanto á reconstruirlo, como indica el Sr Arquitecto municipal, que con este espediente ha informado, no creen conduzca á ningun fin útil invertir la cantidad que fuera necesaria á este objeto, para volver á construir un arco, que no siendo el de gloriosa recordacion, no merece, artísticamente considerado, los honores de ocupar siquiera sea por un momento la atencion de nadie.

Mas como al desaparecer el arco, que sirvió de entrada al Parque de artillería, ya no queda otro recuerdo que el sitio que ocupó y en el que los primeros héroes de la independencia española vertieron su sangre generosa, menester es que en el mismo sitio tenga lugar un monumento, que perpetúe aquella memorable jornada, y á este objeto los que informan creen que ninguno mejor ni mas apropiado que el grupo de Daoiz y Velarde, que hoy hállase situado delante de la entrada principal del Museo nacional de Pintura, propiedad segun parece del Ministerio de Fomento, á cuyo centro podria dirigirse el Exmo Ayuntamiento para obtener la cesion de dicho grupo y pedestal, en atencion á que donde se halla colocado solo puede servir de ornamento y no para recordar sitio alguno de la primera etapa de nuestra independencia.» (rapport du 11 mai 1887, Madrid, Archivo de la Villa, Secretaría, 8-73-35).

41. «No es este [arco] yá la entrada del antiguo Parque de Artillería tal como se encontraba en 1808 [...], sino que es un arco revocado y pintado á capricho que no conserva de sus antiguos materiales más que el interior de un macizo, un monumento convencional, ante cuya vista se necesita hacer grande esfuerzo de imaginacion para remontarse á la época en que adquirió su celebridad.» (rapport du 9 novembre 1887, Madrid, Archivo de la Villa, Secretaría, 8-73-35).

42. Voir par exemple cette description dans El Españolito, «Paseos por Madrid. Recuerdos del 2 de Mayo», *La Epoca*, 3 mai 1891 : «Como el arco es simplemente de mampostería, y, fulto de las tapias de ambos lados que le servían de contrafuerte, ofrecía poca solidez, ha habido que reforzarlo con tirantes y barras de hierro que destacan violentamente sobre la pintura rojiza imitando ladrillo que, descascarillada á trozos, cubre el monumento.»

43. Madrid, Archivo de la Villa, Secretaría, 15-317-28 et 20-53-72.

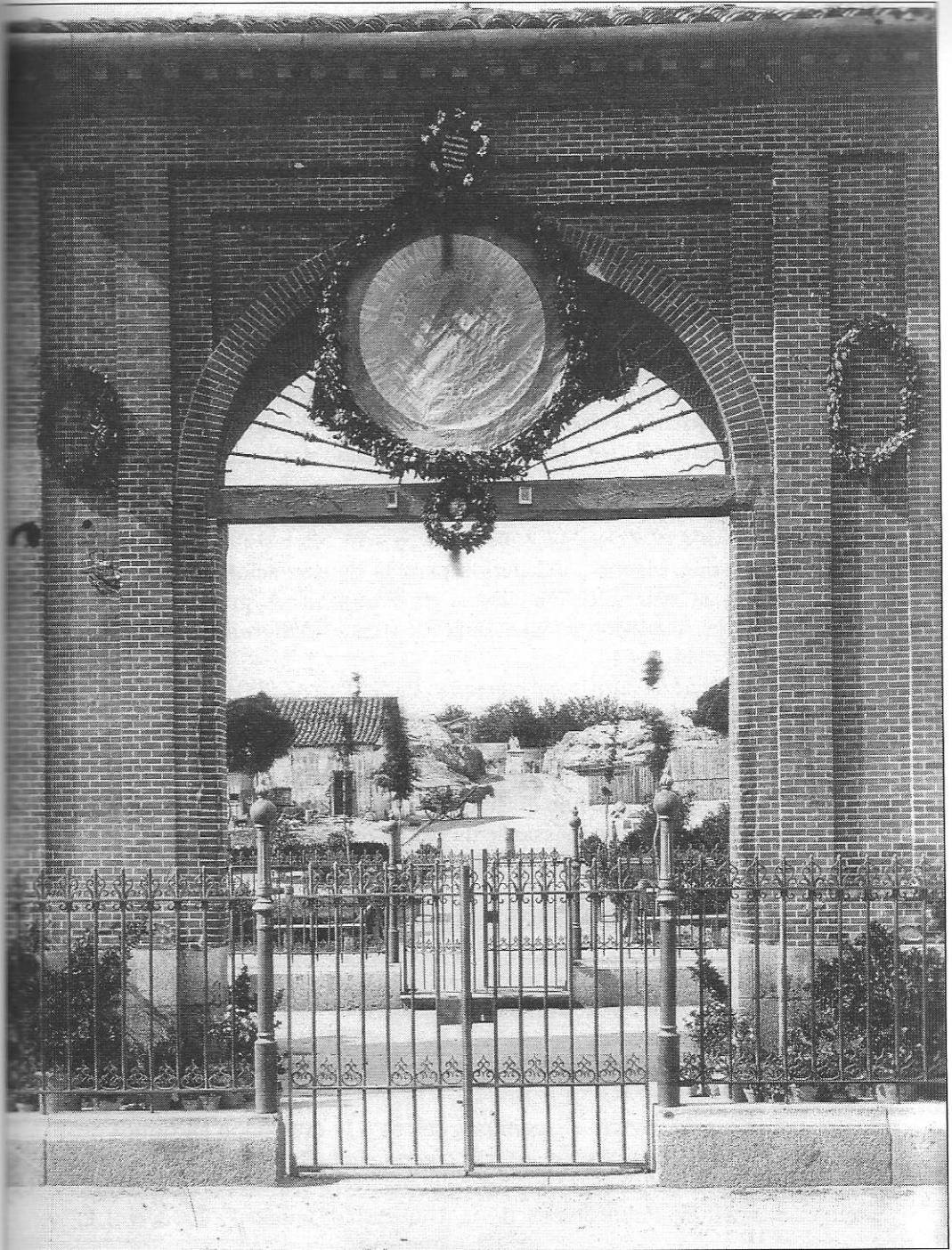
Les architectes, guidés par leur rationalisme, sont-ils les seuls à prêcher pour la démolition de l'arc ? Le choix fait par la municipalité correspond-il aux souhaits majoritaires de l'opinion publique ? Il est d'autant plus difficile de répondre à ces interrogations que la question de la conservation de l'arc de Monte León semble loin de susciter dans la presse les mêmes polémiques que celles qui concernent l'emplacement du monument à Daoiz et Velarde. Lors du centenaire, les évocations des hauts lieux du 2 mai font à l'arc de Monte León une place convenue, et sa description prend rarement des accents lyriques. À elle seule, cette relative discrétion suggère qu'il ne constitue pas un enjeu mémoriel fort. Certes, en 1908, l'Artillerie rappelle à la municipalité son attachement à ce vestige de la Guerre d'Indépendance, et désire qu'il soit protégé, voire mis en valeur<sup>44</sup>. Quelques mois plus tôt, une demande bien différente est adressée à la mairie : pour que la place du 2 mai présente une belle apparence, il conviendrait que l'arc, qui menace de s'écrouler, soit démoli et remplacé par la statue de Solá, dont l'emplacement à la Moncloa n'a pas de sens (Rincón Lazcano, 1909, p. 439-441). Parmi les signataires de cette requête, on relève les noms de certaines personnalités de tendance conservatrice. Les divergences d'opinion au sujet du sort qui doit être fait à l'arc de Monte León ne coïncident donc pas vraiment, à cette date, avec les positions politiques des uns et des autres.

Au terme de ce parcours qui, sur une durée d'un siècle, m'a permis d'aborder à partir de deux cas particuliers relatifs à la Guerre d'Indépendance les enjeux que représentent les ruines pour la mémoire collective, les conclusions provisoires qu'il est permis d'en retirer paraissent paradoxales. Par opposition à la politique monumentale des autorités, visant à édifier les citoyens par le culte des grands hommes et des valeurs nationales, il serait en effet tentant de supposer qu'il existe un attachement populaire naturel aux traces authentiques du passé. Or l'étude de ces deux cas révèle la fragilité d'une telle hypothèse. Certes, l'accès à la mémoire collective la plus intime, pour des époques révolues, ne peut se fonder que sur des sources très parcelaires, mais d'autres enquêtes seraient à conduire, sur des terrains comparables, afin de vérifier la validité des résultats auxquels nous aboutissons ici. Au-delà d'une opposition trop simple entre politiques de mémoire officielles et rapport spontané au passé, ce sont les multiples combinaisons entre le monument et le vestige qu'il importe de prendre en considération.

44. Lettre de Basilio F[ernández] Grande du 21 février 1908 (Madrid, Archivo de la Villa, Secretaría, 17-243-3).



«Día Dos de Mayo. En Madrid.  
Mueren Daoiz y Velarde defendiendo el Parque de Artillería»,  
gravure de Tomás López Enguñados, 355 x 422 mm.



*Hacia el año 1870 casa LAURENT*

Archivo Ruiz Vernacci, Madrid, NIM : 1696, N° de Laurent C-1033.

## Bibliographie

- Aparisi Laporta, Luis Miguel, *Toponimia madrileña. Proceso evolutivo*, Madrid, Gerencia Municipal de Urbanismo del Ayuntamiento de Madrid, 2001 (2 vol. + 1 cd-rom).
- Buesa Conde, Domingo J., «Repercusiones del dominio francés en el urbanismo aragonés», dans Armillas Vicente, José Antonio (coord.), *La Guerra de la Independencia. Estudios (Actas del congreso internacional celebrado en Zaragoza, 3-5 de diciembre de 1997)* (2 vol.), Madrid, Ministerio de Educación, Cultura y Deporte, Saragosse, Institución «Fernando el Católico», 2001, vol. 1, p. 327-344.
- Canellas López, Angel, *Francisco de Goya. Diplomatario*, Saragosse, Institución «Fernando el Católico», 1981.
- Capronnier Jean-Charles, «Penser la reconstruction en 1917», dans *Reconstructions en Picardie après 1918*, Paris, RMN, 2000, p. 49-65.
- Demange Christian, *El Dos de Mayo. Mito y fiesta nacional (1808-1958)*, Madrid, Marcial Pons, 2004.
- Duroux, Rose, «Malasaña-Malassagne», *Anales del Instituto de Estudios Madrileños*, 30, 1991, p. 347-360.
- Expósito Sebastián Manuel, «Criterios para la conservación y pintura de fachadas en la rehabilitación urbana de Zaragoza. A propósito de un informe de la Academia de San Luis en 1851», *Artigrama*, 6-7, 1989-1990, p. 331-344.
- Farmer Sarah, *Oradour, arrêt sur mémoire*, Paris, Perrin, 2004.
- Fernández de los Ríos Angel, *Guía de Madrid*, Madrid, Oficinas de la Ilustración Española y Americana, 1876.
- García Lasasa José, *Desarrollo urbanístico de Zaragoza (1885-1908)*, Saragosse, Institución «Fernando el Católico» — CSIC, 1979.
- Géal, Pierre, «L'impossible naissance du panthéon national espagnol», dans *Hommage à Carlos Serrano* (2 vol.), Paris, Éditions hispaniques, 2005, vol.1, p. 257-271.
- Grailles Bénédicte, «La reconstruction des villes du Nord. Mémoire et identité», dans Chassaing, Philippe et Jean-Marc Largeaud (dir.), *Villes en guerre (Actes du colloque de Tours, 11-12 décembre 2003)*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 259-271.
- Hocquellet Richard, *Résistance et révolution durant l'occupation napoléonienne en Espagne 1808-1812*, Paris, Boutique de l'Histoire éditions, 2001.
- Maestrojuán Catalán Javier, «Escombros épicos o la exaltación patriótica de la ruina», *Del libro de emblemas a la ciudad simbólica (actas del III simposio internacional de emblemática hispánica)*, (2 vol.) (ed. Víctor Mínguez), Castellón, Publicacions de la Universitat Jaume I, 2000, vol.1, p. 227-255.
- Makarius Michel, *Ruines*, Paris, Flammarion, 2004.
- Martín Pozuelo Luis, «¿Queréis recordar el dos de mayo? Estampas popu-



- lares de la Guerra de la Independencia», à paraître dans les actes du colloque «Mythe et mémoires de la Guerre d'Indépendance», 23-25 novembre 2005, Madrid, Casa de Velázquez.
- Mesonero Romanos Ramón de, *Obras*, t. IV, Madrid, Atlas, coll. «BAE» (vol. 202), 1967.
- Montero Barrado Severiano, «Arqueología de la Guerra Civil en Madrid», *Historia y Comunicación social*, 6, 2001, p. 97-122.
- Mortier Roland, *La poétique des ruines en France. Ses origines, ses variations de la Renaissance à Victor Hugo*, Genève, Droz, 1974.
- Panni Frédéric, et Jagielski Karine, «Les ruines en images: Noyon et Soissons», dans *Reconstructions en Picardie après 1918*, Paris, RMN, 2000, p. 202-219.
- Quadrado José María, *Aragón (Recuerdos y bellezas de España)*, [Madrid], 1844.
- Rincón Lazcano José, *Historia de los monumentos de la villa de Madrid*, Madrid, Imprenta Municipal, 1909
- Serrano Montalvo Antonio, «Antecedentes históricos del monumento zaragozano a los Sitios», *Seminario de Arte Aragonés*, 6, 1954, p. 103-116.
- Vega Jesusa, *Museo del Prado. Catálogo de estampas*, Madrid, Museo del Prado, 1992.